

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°312 / Octobre 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^{ème} TRIMESTRE 2020

La conjoncture du deuxième trimestre montre des signes d'amélioration par rapport à un premier trimestre difficile. La consommation des ménages, principal pilier de l'économie du Territoire, a repris, aidée par des prix qui restent stables et bien que le crédit se contracte légèrement. L'économie privée présente une situation favorable, les importations de biens d'investissement des entreprises sont en fort rebond tandis que l'encours des crédits progresse. Le secteur du BTP amorce son redémarrage grâce à plusieurs projets publics. Malgré la crise du Covid-19 qui restreint grandement les déplacements, l'économie de l'archipel semble résiliente dans un contexte mondial en difficulté.

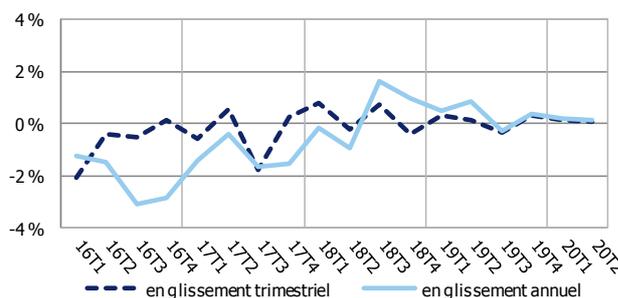
Un deuxième trimestre en rebond après le repli du début d'année

Stabilité de l'indice des prix

Au deuxième trimestre 2020, l'indice des prix reste stable en variation trimestrielle (+0,1 %) dans la lignée des deux trimestres précédents (+0,1 % dans les deux cas). Les prix de l'alimentation, de l'énergie et des services sont en faible hausse (respectivement +0,2 %, +0,4 % et +0,7 %), tandis que les produits manufacturés connaissent un léger recul (-0,5 %).

En rythme annuel, l'indice global est également stable (+0,1 %). Les prix des produits manufacturés, des services et de l'alimentation sont en hausse de 0,6 %, 1,0 % et 1,7 % tandis que ceux de l'énergie diminuent de 8,5 %.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : STSEE, données trimestrielles

Rebond de l'emploi déclaré

Selon les données à fin mars 2020, 2 200 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 170 à fin décembre 2019. L'emploi est donc en rebond sur le trimestre (+1,4 %), bien qu'il recule sur l'année (-2,0 %). Les secteurs privé et public croissent tout deux sur le trimestre.

À fin mars 2020, on dénombre 1 254 salariés dans le secteur public, en légère hausse (+0,7 %) par rapport au trimestre précédent malgré une baisse marquée en rythme annuel (-10,8 %). Cependant cette baisse annuelle est à nuancer car suite à l'application de la loi Sauvadet, une partie des employés locaux (déclarés à la CPSWF) ont acquis le statut de fonctionnaires d'Etat et sont donc exclus des chiffres ci-dessus alors qu'ils étaient encore inclus l'année dernière. Le secteur privé compte 946 salariés, soit une hausse à la fois trimestrielle (+2,3 %) et annuelle (+12,9 %). À l'exception du secteur du commerce dans lequel l'emploi est stable sur le trimestre (+0,6 %), l'ensemble des secteurs est en croissance, avec des hausses de 1,2 % dans le secteur des services et de 8,0 % dans celui de l'industrie et de l'artisanat. Après s'être replié au trimestre précédent, le BTP rebondit de 7,8 %, le nombre de personnes employées passant de 64 (fin décembre 2019) à 69 (fin mars 2020). Tous les secteurs progressent en glissement annuel, avec des hausses de 3,3 % pour les services, 11,7 % pour le commerce, 28,4 % pour l'industrie et l'artisanat et de 86,5 % pour le BTP, cette dernière hausse étant à mettre en lien avec le niveau d'emploi particulièrement bas du premier trimestre 2019 dans ce secteur.

Les secteurs public et privé augmentant dans les mêmes proportions, la part de l'emploi du secteur public dans l'économie du Territoire reste stable et s'établit à 57,0 %.

Emploi déclaré localement



Source : CPSWF

La consommation des ménages amorce sa reprise

Après s'être fortement repliées (-29,2 %, CVS) au premier trimestre 2020, les importations de biens de consommation sont en rebond au deuxième trimestre 2020 (+20,8 %, CVS), la hausse étant plus modérée en glissement annuel (+11,4 %, CVS), à 283 millions de F CFP (données CVS).

Les importations de biens d'équipement du foyer régressent (-4,4 %, CVS) sur le trimestre et sur l'année (-9,3 %, CVS), à 78 millions de F CFP (CVS). Les importations d'articles d'habillement sont en baisse (-1,3 % sur le trimestre, -39,9 % sur l'année, CVS) pour atteindre 35 millions de F CFP (CVS).

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs est en diminution sur le trimestre (-5,9 %, CVS) mais croît légèrement sur l'année (+3,0 %, CVS¹).

La consommation d'électricité est en hausse sur le trimestre et sur l'année (+4,5 % en glissement trimestriel, +17,5 % en glissement annuel, CVS).

L'encours des crédits à la consommation se contracte sur le trimestre (-2,8 %) mais progresse par rapport au deuxième trimestre 2019 (+6,7 %). Le taux de créances douteuses brutes des ménages reste stable et s'établit à 2,3 % contre 2,4 % au trimestre précédent, niveau particulièrement bas en comparaison de la moyenne des dernières années (3,7 % en 2019, 4,4 % en 2018).

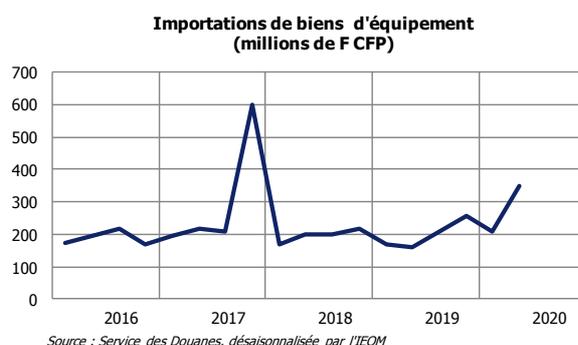
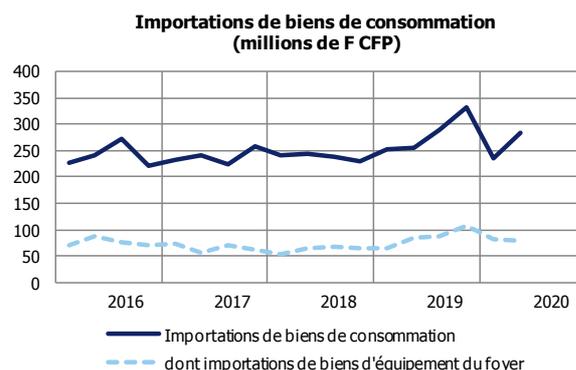
À fin juin 2019, les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent après deux trimestres de dégradation. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire recule légèrement en passant de 222 à 216 personnes, soit une diminution de 2,7 %. Il augmente cependant sur l'année (+8,5 %), la baisse de ce trimestre restant insuffisante pour compenser la hausse des six derniers mois. Le nombre d'incidents de paiement par chèque diminue nettement en glissement trimestriel (-47,0 %, 116 incidents contre 219) et en glissement annuel (-9,4 %), revenant à un niveau similaire à la moyenne de l'année passée (127 incidents).

Bon redémarrage pour l'investissement des entreprises

Les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises (347 millions de F CFP au deuxième trimestre 2020, données CVS) progressent en glissement trimestriel (+68,0 %, CVS) après leur recul au trimestre précédent (-21,6 %), progression également visible en glissement annuel (+114,6 %, CVS).

Les immatriculations de véhicules utilitaires augmentent par rapport au premier trimestre 2020 (+27,9 %, données CVS²) et au deuxième trimestre 2019 (+31,4 %, CVS).

L'encours des crédits aux entreprises (1 009 millions de F CFP) augmente sur le trimestre (+20,2 %) et sur l'année (+19,8 %). Encours majoritaire pour les entreprises (61 % du total), les crédits d'investissement reculent par rapport au trimestre précédent (-5,3 %) mais progressent sur l'année (+7,0 %). L'accroissement des crédits aux entreprises est principalement attribuable à la hausse des autres crédits (+86,2 % en glissement trimestriel, +63,5 % sur l'année) qui passe de 165 millions de F CFP à 307 millions entre mars et juin 2020. Deuxième facteur d'explication pour cette augmentation des crédits aux entreprises, moins positif car résultant de la hausse des comptes ordinaires débiteurs, les crédits d'exploitation passent d'un niveau très faible (1 million au trimestre précédent) à 64 millions de F CFP à fin juin. Le taux de créances douteuses brutes des entreprises reste à son niveau du trimestre précédent, s'établissant à 2,1 % au 30 juin 2020, en baisse par rapport au deuxième trimestre 2019 (-2,2 points).



¹ Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

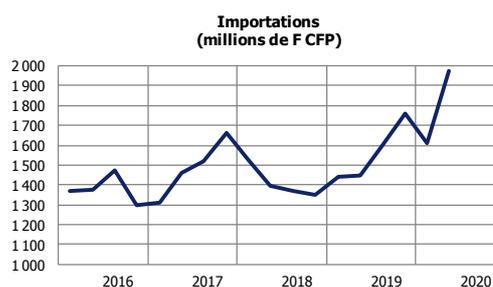
² Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

Rattrapage des importations après un début d'année difficile

Les importations totales progressent fortement au deuxième trimestre 2020 en glissement trimestriel (+22,5 %, CVS) et en glissement annuel (+36,3 %, CVS). Elles s'élèvent à 1 977 millions de F CFP (données CVS).

Premier poste d'importations, les produits alimentaires reculent légèrement par rapport au premier trimestre 2020 (-3,0 %, soit 437 millions de F CFP contre 450 millions au trimestre précédent, CVS). A contrario, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires (respectivement 347 et 324 M F CFP, CVS) représentent à elles deux 671 millions de F CFP au deuxième trimestre 2020 contre 452 millions au premier trimestre 2020, soit une hausse de 48 % (CVS).

Les revenus douaniers et les taxes d'entrée sont en augmentation de 19,0 % sur le trimestre pour atteindre 320 millions de F CFP, un niveau en recul comparé à celui du deuxième trimestre 2019 (-4,9 %).³

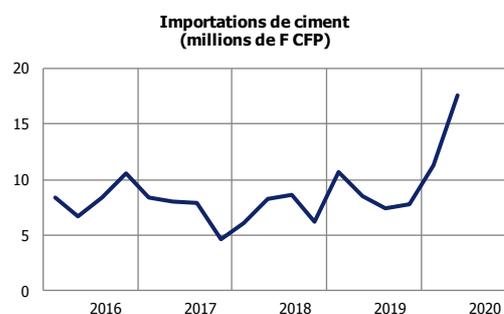


Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Situation globalement positive pour les principaux secteurs d'activité

Le BTP en plein rebond

Le redémarrage du secteur semble prendre place sur le Territoire. Les effectifs salariés rebondissent en début d'année (+7,8 % à fin mars par rapport à fin décembre) pour s'établir à 69 employés. Suite à leur forte hausse (+55,3 % sur le trimestre, +107,0 % sur l'année, CVS) en lien avec les nombreux projets publics en cours sur les deux îles, les importations de ciment atteignent un niveau record en comparaison des dernières années avec 17,5 millions de F CFP (CVS).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Une activité commerciale en bonne reprise

L'activité commerciale rebondit après avoir marqué le pas au trimestre précédent. Les importations de biens de consommation, de biens intermédiaires et de biens d'équipement progressent fortement (respectivement +20,8 %, +31,8 % et +68,0 %, CVS) tandis que celles de produits alimentaires se replient (-3,0 %).

La fréquentation du Territoire reste limitée

En raison des mesures sanitaires n'autorisant que les rapatriements, le nombre total de passagers est en chute de 71,9 % sur le trimestre (2 917 contre 10 394 le trimestre précédent, données CVS). Cette chute résulte surtout du recul du trafic international (-88,0 % sur le trimestre, CVS) qui s'élève à 883 passagers (CVS) tandis que le trafic intérieur est également en repli bien que de manière moins violente (-33,6 %, soit 2 034 passagers, données CVS).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

En rythme annuel, le trafic aérien global enregistre une diminution de 75,0 % entraînée par la baisse conjointe du trafic international (-89,5 %, CVS) et du trafic intérieur (-37,9 %, CVS).

³ Le taux de taxation variant de manière importante en fonction du type d'importation, une modification de la composition des importations globales peut donc faire fortement varier le niveau des taxes d'un trimestre à l'autre.

La conjoncture régionale et internationale

L'ASIE PACIFIQUE : LE POIDS DE L'ISOLEMENT

Au deuxième trimestre 2020, la région connaît, au gré de l'évolution de la Covid-19, des situations contrastées, selon l'ampleur des mesures sanitaires et de soutien public à l'économie adoptées.

La **Chine** évite la récession, avec un rebond de son PIB à +3,2 % en glissement annuel (-6,8 % au premier trimestre), porté par les stimuli publics et le secteur secondaire (construction 7,8 % et industrie +4,7 %). En juillet, la production industrielle enchaîne un quatrième mois consécutif de hausse (+4,8 % en rythme annuel) et les exportations progressent de 7,2 %. La consommation privée, en revanche, est à la traîne, les ventes au détail reculant de 1,1 %, après -1,8 % en juin.

En **Corée du Sud**, le PIB se contracte de 3 % au deuxième trimestre, plombé par le recul des exportations qui se poursuit en juillet (-7 % en glissement annuel). Il en va de même pour **Singapour** dont l'économie affiche -11,8 % sur le trimestre, et la Thaïlande (-9,7 %), touchée par l'arrêt total du tourisme.

La **zone Pacifique** est toujours très affectée par les très strictes restrictions des voyages internationaux, et plus particulièrement les petits états insulaires, qui tirent une part importante de leurs revenus du tourisme. À Fidji, les arrivées de visiteurs sont en recul de 72 % sur les sept premiers mois de l'année (142 000 contre 504 000 en 2019). Les plus grands pays, Australie et Nouvelle-Zélande, sont également pénalisés, par les diverses mesures de confinement imposées.

En **Australie**, le marché du travail s'est fortement dégradé, avec un taux de chômage à 7,4 % en juin contre 5,2 % en mars (7,5 % en juillet). Il pèse sur la consommation des ménages, comme l'illustre la contraction de 3,4 % des ventes de détail sur le deuxième trimestre. La confiance des entreprises est ébranlée ainsi que le constate l'Australian Bureau Of Statistics à travers son enquête Covid-19 ; l'investissement privé se replie de 5,9 % au deuxième trimestre (-2,1 % au premier trimestre), sa plus forte baisse depuis quatre ans. Dans ce contexte, la plupart des analystes s'attendent à une nouvelle évolution négative du PIB au deuxième trimestre (-0,3 % au premier trimestre), signifiant une entrée en récession, une première depuis 1991.

En **Nouvelle-Zélande**, le taux de chômage demeure contenu au deuxième trimestre, 4 % après 4,2 % au précédent, avec cependant une progression du sous-emploi, de 10,4 % à 12 %. Les ventes au détail s'effondrent, -14,2 % en volume en glissement annuel, suite au confinement strict de la population et à la fermeture des frontières.

Sources: OCDE, Direction générale du Trésor. Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Fiji Bureau of Statistics

L'ÉCONOMIE MONDIALE S'ENFONCE DANS UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juin 2020, le PIB mondial devrait se replier de 4,9 % en 2020. Ces perspectives ont été nettement revues à la baisse depuis avril puisque le FMI anticipait alors une contraction de 3 % sur l'année. Il convient toutefois de rappeler que ces prévisions présentent un degré d'incertitude élevé puisque le scénario retenu se base sur plusieurs hypothèses relatives à l'évolution de la pandémie dans le monde et à ses répercussions sur l'économie. En 2021, la croissance mondiale s'élèverait à 5,4 %, soit une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. Le PIB mondial de 2021 ne dépasserait alors qu'à peine son niveau de 2019.

Aux États-Unis, le PIB a diminué de 9,5 % au deuxième trimestre 2020, en glissement trimestriel, après un recul de 1,3 % au premier trimestre. Cette chute s'explique principalement par la baisse marquée de la consommation des ménages (-10,1 %) et de l'investissement privé (-15,5 %). Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI anticipe une contraction du PIB de 8,0 % nettement supérieure à la première estimation d'avril (-5,9 %).

Dans la zone euro, l'activité a baissé de 12,1 % au cours du deuxième trimestre. Il s'agit de loin du repli le plus important depuis le début des séries temporelles en 1995. A fin juin, le taux d'inflation s'est établi à 0,3 % tandis que le taux de chômage a retrouvé une tendance haussière au deuxième trimestre pour s'élever à 7,8 %. Sur l'année entière, le PIB diminuerait de 10,2 % selon le FMI, avec des écarts marqués d'un pays à l'autre.

En France, le PIB a enregistré une contraction de 13,8 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 11,0 % tandis que l'investissement a chuté de manière encore plus prononcée (-17,8 %). Les exportations ont également nettement reculé sur le trimestre (-25,5 %) et à un rythme plus soutenu que les importations (-17,3 %). Le FMI anticipe une chute du PIB de 12,5 % sur l'ensemble de l'année.

Au Japon, alors que l'économie n'avait été que modérément touchée par la crise sanitaire au premier trimestre (-0,9 %), le PIB s'est contracté de 7,8 % sur les trois mois suivants. Cette tendance s'explique principalement par le regain épidémique entre avril et juin qui a entraîné un net recul de la consommation des ménages (-8,2 %) et des exportations (-18,5 %), notamment dans le secteur automobile. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,8 % dans ses dernières estimations.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB décliner de 3,0 % en 2020. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les pays puisque si la Chine pourrait voir son PIB croître de 1,0 % sur l'année, le Brésil et le Mexique verraient le leur se replier de respectivement 9,1 % et 10,5 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 août 2020.